

1985, chapitre 58

LOI CONCERNANT LA COMMISSION D'AQUEDUC DE LA VALLÉE DU RICHELIEU

Projet de loi 209

présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, député à Verchères

Présenté le 28 mai 1985

Principe adopté le 20 juin 1985

Adopté le 20 juin 1985

Sanctionné le 20 juin 1985

Entrée en vigueur: le 20 juin 1985

Loi abrogée:

Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu — Richelieu Valley Waterworks Commission (1958-1959, chapitre 182)





CHAPITRE 58

Loi concernant La commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu

[Sanctionnée le 20 juin 1985]

Préambule ATTENDU que les municipalités membres du Comité Intermunicipal d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu désirent faire déclarer valides et incontestables les résolutions, règlements, contrats, engagements et actes du comité et de la Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu préalablement à l'abrogation de la loi créant la commission;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Validation d'une ordonnance 1. L'ordonnance numéro TC-36 de la Régie des eaux du Québec adoptée le 28 juin 1968 et ayant pour objet la création du Comité Intermunicipal d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu est déclarée valide et incontestable.

Transfert de juridiction Toutefois, la juridiction et les pouvoirs attribués à la Régie des eaux en vertu de cette ordonnance sont transférés à la Commission municipale du Québec.

Cause pendante Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 2 mars 1985 et fondé sur le défaut de juridiction du Comité Intermunicipal d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.

Actes validés 2. Aucune illégalité ou irrégularité pouvant résulter du défaut pour la Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu d'avoir agi conformément à la Loi concernant la Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu — Richelieu Valley Waterworks Commission (1958-1959, chapitre 182) ne peut lui être opposée du fait que les résolutions, règlements, contrats, engagements et actes ont été adoptés ou exécutés par le Comité Intermunicipal d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.

Cause pendante Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 2 mars 1985 et fondé sur le défaut de juridiction du Comité Intermunicipal d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu.

Entente **3.** Les municipalités visées à l'ordonnance TC-36, ainsi que la ville de Saint-Basile-le-Grand et les paroisses de Saint-Mathias et de Saint-Jean-Baptiste, doivent, au moyen d'une entente autorisée par règlement et assujettie aux articles 468.3 à 468.6 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19), demander au ministre des Affaires municipales de continuer l'existence du comité visé à l'article 1 en régie intermunicipale en vertu de cette loi.

Approbation Le ministre peut approuver cette entente et décréter la continuation du comité en régie intermunicipale en vertu de la Loi sur les cités et villes. Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article 468.11 de la Loi sur les cités et villes s'appliquent à ce décret compte tenu des adaptations nécessaires.

Approbation Cette entente requiert également l'approbation du ministre de l'Environnement.

Droits conservés Les droits, obligations et actes du comité ne sont pas affectés par la continuation.

Décret du ministre Si le ministre des Affaires municipales n'a pas reçu le 15 novembre 1985 l'entente visée au premier alinéa, il peut décréter la continuation du comité en régie intermunicipale. Le décret tient lieu de l'entente et les alinéas 1, 2 et 4 s'appliquent à cette fin, compte tenu des adaptations nécessaires. Toutefois, ce décret doit être publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à la date de sa publication ou à toute autre date ultérieure qui y est indiquée. Une modification à ce décret est soumise aux formalités prévues par les articles 468 et 468.1 de la Loi sur les cités et villes et à l'approbation du ministre de l'Environnement.

1958-1959, c. 182, ab. **4.** La Loi concernant La Commission d'Aqueduc de la Vallée du Richelieu — Richelieu Valley Waterworks Commission (1958-1959, chapitre 182) est abrogée.

Biens transférés Les biens meubles et immeubles de la commission sont transférés au comité visé à l'article 1.

Effet d'exception **5.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en vigueur **6.** La présente loi entre en vigueur le 20 juin 1985.